

La poissonnière d'Abidjan

N°1

Bulletin d'information de l'atelier des femmes de la CAOPA, Abidjan du 18 au 21 Novembre 2012 réalisé par le REJOPRAO

Editorial

4 femmes pour 1 pêcheur

Impossible d'imaginer les activités de la pêche en Afrique sans les femmes ! Pour chaque pêcheur, quatre femmes interviennent dans différents maillons. Celles-ci sont particulièrement importantes dans les activités de post-capture et assurent la transformation et la commercialisation des produits de pêche. Elles approvisionnent les marchés locaux et régionaux en produits riches en protéines.

Ce sont elles qui permettent aux pêcheurs artisanaux de garder la tête hors de l'eau en valorisant leurs produits et parfois en préfinançant leurs activités. L'importance du rôle des femmes dans la contribution de la pêche à la sécurité alimentaire ne souffre donc d'aucun doute. Mais ces femmes font face dans leur vie quotidienne à de nombreux problèmes qui freinent leur autonomie professionnelle. On peut citer entre autre la faiblesse du commerce intra africain, le manque d'infrastructures adéquates, le difficile accès au crédit, le manque de formation, les problèmes liés à l'énergie... bref un chapelet interminable.

Les crises alimentaires successives en Afrique nous rappelle que plus que jamais, il est impérieux d'optimiser la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire. Cela passe par des mesures courageuses en faveur de l'amélioration des conditions de travail des femmes du secteur.

C'est en cela que pour nous la rencontre d'Abidjan sur le thème « Améliorer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire: le rôle des femmes », constitue une source d'espoir, une source de vie !

Pêche et sécurité alimentaire

Des femmes réfléchissent sur leur rôle



Les femmes jouent un rôle majeur dans les activités de pêche artisanale, notamment dans la transformation, le mareyage et la vente du poisson. Et la pêche en tant secteur pourvoyeur d'aliment à de millions de personnes en Afrique, peut grandement contribuer à l'atteinte d'une sécurité alimentaire.

C'est fort de ces deux constats qu'une soixantaine de femmes vendeuses et transformatrices du sous-secteur de la pêche artisanales de seize pays africains sont réunies les 19 et 20 novembre 2012 à Grand Bassam, à 45 km d'Abidjan pour réfléchir sur le thème "Améliorer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire".

La rencontre de deux jours est organisée par la Confédération africaine des organisations de pêche artisanale (CAOPA), en collaboration avec la Fédération nationale des coopératives de pêche de Côte

d'Ivoire (FENACOPECI) et le soutien de la FAO et de plusieurs organisations de la Société civile (OSC) en Afrique et en Europe.

Ces femmes sont venues seize pays d'Afrique que sont la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal, le Burkina Faso, le Bénin, la Guinée, la Gambie, le Cap-Vert, le Ghana, le Togo, la Guinée-Bissau, la Tunisie, la Sierra Leone, le Congo-Brazzaville et le Gabon.

En initiant une telle rencontre, la CAOPA visait à renforcer les capacités des femmes et des pêcheurs artisanaux à mutualiser les expériences. C'était également une occasion pour les participants de formuler des recommandations pour une pêche responsable dans un contexte marqué par la rareté des ressources du fait d'une exploitation abusive, selon le directeur de Cabinet du ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques, Kacou Denis ■



Réseau des journalistes pour une pêche responsable et durable en Afrique de l'Ouest

Avec l'appui de :



ICSF



CAPE - Coalition pour des Accords de Pêche Equitables



FENACOPECI
Fédération Nationale des Coopératives de Pêche de Côte d'Ivoire



Côte d'Ivoire

“Après les crises, tout est urgent”

Le directeur de cabinet du ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, le docteur Kouakou Denis, a indiqué, lundi, qu'après les nombreuses crises qui se sont succédées en Côte d'Ivoire, “tout est urgent” dans ce pays.

Il a annoncé un programme national d'investissement agricole (PNIA) évalué à plus de deux mille (2 000) milliards de francs CFA, pour les dix prochaines années.

Il s'exprimait à l'occasion de la cérémonie d'ouverture d'un atelier sur le thème “Améliorer la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire : le rôle des femmes”.

“Depuis une dizaine d'années, la Côte d'Ivoire connaît des difficultés avec des crises. Et le manque d'investissements dans le secteur de la pêche pendant toutes ces années, notamment au niveau de notre armement, la flotte est complètement désuète. Ce qui, évidemment, crée des problèmes. Mais, le gouvernement s'attèle à prendre en main pour pouvoir injecter des fonds dans le secteur de la pêche”, a-t-il expliqué.

Dr Kouakou Denis est optimiste pour le secteur de la pêche de son pays. Selon lui, la pêche fait rentrer dans le Trésor public ivoirien environ 100 milliards de francs CFA de recettes chaque année. D'où l'importance pour les autorités ivoiriennes d'appuyer le secteur ■

Pêche artisanale

Les femmes veulent être impliquées dans les prises de décisions



Elles sont vendeuses et/ou transformatrices de poisson dans leurs pays respectifs. Elles jouent ainsi un rôle capital dans la valorisation des produits de la pêche artisanale. Venues de seize pays d'Afrique pour une rencontre à Grand Bassam en Côte d'Ivoire, elles ont exprimé clairement leur volonté à prendre part activement aux processus de prises de décisions et apporter ainsi leur contribution à la mise en place d'une pêche artisanale toujours plus responsable.

Un groupe de ces femmes conduite par Micheline Dion, vice-présidente de la FENACOPECI, a rencontré la presse nationale et internationale le mardi 20 novembre. « *Le Président de la Côte d'Ivoire, Alassane Dramane Ouattara, étant le président en exercice de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), pourrait être utile à nos organisations sous-régionales et régionales. Car nous pensons que si on lui remettait les recommandations issues de nos travaux, il pourrait agir auprès de ces pairs Chefs d'Etat du continent, pour trouver des solutions à tous les problèmes que connaît la pêche artisanale et les acteurs qui y évoluent, aussi bien les femmes que les hommes* », a souligné Micheline Dion.

Micheline Dion poursuit en notant que dans l'immédiat « *nous voulons être appuyées pour l'aménagement des sites de transformation des produits de la pêche dans nos pays respectifs, mais aussi une forte implication des femmes dans les prises de décisions. Ce qui nous permettra de nous exprimer librement auprès de nos dirigeants, d'autant plus qu'en tant que confédération, nos Etats sont d'abord nos partenaires* ».

Les femmes transformatrices et autres mareyeuses d'Afrique, se préoccupant de l'éducation de leurs enfants, les établissements scolaires étant, pour la plupart, éloignés des sites de transformations et autres sites de débarquement, veulent l'érection d'écoles, surtout des garderies d'enfants, à côtés de ces sites. « *Du fait de cette situation difficile, les femmes n'ont pas de mainmise sur la gestion de leurs enfants et pour la gestion de la cellule familiale. Souvent, quand toute une famille se retrouve dans le secteur de la pêche, les charges reviennent, le plus souvent, à la femme qui devient le soutien de l'homme à la maison pour la plupart des dépenses. Si le mari va en mer pour pêcher, c'est aussi la femme qui prend en charge certaines dépenses et c'est parfois très difficiles pour elles* », a conclu Micheline Dion ■

Avec l'appui de :



Réseau des journalistes pour une pêche responsable et durable en Afrique de l'Ouest



CAPE - Coalition pour des Accords de Pêche Equitables



La mondialisation croissante du marché profite peu aux femmes



Les femmes qui s'activent dans le secteur de la pêche sont souvent plus lésées par la mondialisation croissante du marché, comparativement aux hommes, et sont plus vulnérables à la mauvaise qualité des services et à la baisse des prises de poisson, a relevé la représentante résidente de l'Organisation des nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), Marie Noëlle Koyara.

“On sait qu'il y a des différences fondamentales dans les positions de pouvoir des hommes et des femmes et, par conséquent, les femmes ont généralement moins de contrôle sur la chaîne de valeur, leurs activités sont moins rentables et elles ont accès à des poissons de moins bonne qualité”, a déploré Mme Koyara.

A son avis, “les femmes ont tendance à être exclues des marchés les plus rentables et les plus entreprises, et des postes hautement rémunérés dans les usines de transformation de produits halieutiques, bien qu'elles constituent la majorité des travailleurs

dans le secteur post-récolte. Les femmes sont plus vulnérables à la mauvaise qualité des services et à la baisse des prises de poisson”, a encore fustigé la représentante de la FAO en Côte d'Ivoire.

Elle a soulevé certains facteurs qui, d'après elle, affaiblissent les capacités des femmes en matière de participation à la prise de décision. Il s'agit, notamment, du faible taux d'alphabétisation et d'éducation, des fardeaux et contraintes de temps et de mobilité, de leur participation à des organisations moins formelles qui sont, par conséquent, plus faibles et leurs capacités organisationnelles sont réduites en sens qu'elles sont souvent rattachées à des organisations moins formelles.

“Lorsqu'elles font partie des organisations formelles, les femmes n'ont pas souvent accès à des rôles de leadership telles que la fonction de président et secrétaire, en raison de leur faible niveau d'alphabétisation ■

Pêche artisanale Vecteur d'intégration africaine

Des acteurs de la pêche en Côte d'Ivoire se disent convaincus que l'intégration sous-régionale, voire africaine, peut passer par le secteur de la pêche en général, et de la pêche artisanale en particulier.

“Nous sommes d'avis que le secteur de la pêche, notamment artisanal, peut réellement contribuer à une véritable intégration sous-régionale et même africaine. Les limites océanographiques sont artificielles”, a déclaré, lundi, le docteur Kouakou Denis, directeur de cabinet du ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques.

“Il y a moins de deux semaines que j'étais à Monrovia pour représenter le ministre des Ressources Animales et Halieutiques à un atelier organisé avec le Ghana, le Liberia, la Côte d'Ivoire, la Commission sous-régionale des pêches (CSRP) et le CPCO, au cours duquel nous avons parlé de cette intégration-là”, a signalé Dr Kouakou Denis.

Selon lui, “il y a des organisations régionales de pêche à qui nous entendons donner un poids très important pour ce qui concerne l'appui au secteur de la pêche, afin que cette intégration africaine tant souhaitée soit enfin une réalité”, a-t-il indiqué.

Cet optimisme du représentant du gouvernement ivoirien à la rencontre des femmes africaines du secteur de la pêche artisanale est partagé par le président de la fédération nationale des coopératives de pêche de Côte d'Ivoire (FENACOPECI).

Pour Michel Ségui, cette intégration est bien possible, d'autant plus que c'est devenu une réalité au niveau des populations à travers des organisations professionnelles ■

Avec l'appui de :

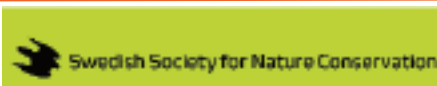


Réseau des journalistes pour une pêche responsable et durable en Afrique de l'Ouest



ICSF

CAPE - Coalition pour des Accords de Pêche Equitables



Produits halieutiques Plaidoyer pour la levée des obstacles à la commercialisation

Le président de la Confédération africaine des organisations de pêche artisanale (COAPA), le Mauritanien Sid'Ahmed Abeid, plaide pour la levée des obstacles et barrières douanières qui entravent la vente des produits halieutiques en Afrique de l'Ouest, dans un entretien exclusif avec la PANA, mardi, à Abidjan, en marge d'une rencontre africaine sur le rôle des femmes dans la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire.

M. Ould Abeid, par ailleurs président de la Fédération nationale des pêches, section pêche artisanale de Mauritanie, met en cause "les nombreuses contraintes physiques et administratives, notamment les multiples points de contrôle sur les routes et corridors d'acheminement du poisson, à l'origine souvent de la dégradation de la qualité des produits halieutiques, facilement périssables".

A titre d'exemple, le président de la COAPA signale sur le trajet reliant Nouadhibou (Mauritanie) à Dakar (Sénégal), soit environ 1.000 kilomètres, plus de 30 postes de contrôle (Douane, Gendarmerie, Police et Armée).

En conséquence, il invite les Etats "à ratifier la convention relative au Transport international routier (TIR), qui permet aux services de contrôle de sceller le véhicule de transport sur la base d'un document douanier (carnet à souche) jusqu'au lieu de destination finale du poisson".

Selon lui, ces pays doivent également se préparer à approuver les directives de la FAO relatives à la pêche artisanale, un avant-projet qui fera l'objet d'une consultation technique en février 2013 et dont l'approbation finale est programmée pour 2014. Cette démarche de la FAO vise la création d'un instrument de promotion et de développement de la pêche artisanale ■

Des recettes pour l'autonomisation des femmes dans la pêche



Comme dans d'autres secteurs, l'autonomisation des femmes dans la pêche requiert l'examen des moyens de production, des relations entre les genres, la création de conditions égalitaires. C'est du moins le sentiment de Mme Marie Noëlle Koyara, représentante résidente de l'Organisation des Nations Unies pour la Nourriture et l'Agriculture (FAO) en Côte d'Ivoire.

"De nombreux arrangements institutionnels sont créés en réponse aux changements climatiques, à l'épuisement des ressources, au développement de l'aquaculture et au commerce mondial. Tous ces facteurs affectent de plus en plus le secteur, et il est donc essentiel que les considérations sexospécifiques soient intégrées aux nouveaux arrangements", déclare-t-elle.

Elle soutient que la gouvernance responsable de la sécurité foncière, en particulier l'accès aux ressources naturelles sont des questions où l'intégration du genre peut avoir un effet significatif.

"Développer des politiques qui créent des opportunités équitables pour assurer les droits d'accès aux ressources, l'accès aux marchés, les avantages de l'aquaculture et des codes de conduite pour l'industrie, en particulier pour les catégories les plus marginalisées et les plus pauvres des hommes et des femmes, peut permettre aux gens de devenir des acteurs à une plus grande égalité", insiste Mme Marie Noëlle Koyara.

Selon elle, la FAO soutient actuellement le développement d'un outil visant à améliorer la situation des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. "En effet, en 2011, le comité des pêches (COFI) a recommandé l'élaboration de directives interna-

tionales volontaires sur la pêche artisanale pour compléter le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, ainsi que d'autres instruments internationaux ayant des buts similaires, en particulier ceux liés aux droits de l'homme, au développement durable et à la pêche artisanale", a dit Mme Koyara.

Elle estime qu'un ensemble de principes fondamentaux sous-tendent le processus de développement de ces lignes directrices SSF. Ils font la promotion de la bonne gouvernance, notamment la transparence et la reddition des comptes ainsi que la participation et l'inclusion.

"La responsabilité sociale et la solidarité sont prises en compte, étant donné que les lignes directrices adoptent une approche des droits de l'homme au développement, qui reconnaît que tout le monde a des droits légalement mandatés et que ces droits impliquent des responsabilités. Ces principes comprennent le développement équitable fondé sur l'égalité entre les sexes, la non-discrimination, le respect et l'implication de toutes les parties prenantes, y compris les populations autochtones", explique Marie Noëlle Koyara.

Pour elle, s'engager en étroite collaboration avec les parties prenantes et les impliquer dans le processus d'élaboration des lignes directrices SSF est nécessaire afin de générer un produit final qui est reconnu, respecté et appliqué.

"Il est donc important de recevoir les contributions des femmes afin d'approfondir les idées dans le draft zéro des lignes directrices SSF, en particulier sur les questions liées au genre et à l'égalité des sexes, pour faire avancer le processus", conclut-elle ■

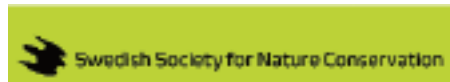


Réseau des journalistes pour une
pêche responsable et durable en
Afrique de l'Ouest

Avec l'appui de :



ICSF



CAPE - Coalition pour des
Accords de Pêche Équitables



FENACOPEDI
Fédération Nationale des Coopératives
de Pêche de Côte d'Ivoire

